

Canada devrait adopter, mais il y a des faits qui s'imposent à chaque jour à notre attention. Pour ce qui est du plan Hornby, le ministre dit que le Gouvernement n'a pas été approché et il n'y a probablement pas lieu de le discuter. J'ai déjà dit tout ce que je pense de ce projet Hornby. Il y a cependant un fait que je tiens à mentionner. Je ne sais pas si c'est parce que je suis moi-même un immigré, mais une foule de mes compatriotes demeurant dans cette ville viennent me voir tous les jours à mon bureau, et j'aimerais à apprendre du ministre combien d'immigrants britanniques l'on a rapatriés depuis deux ans. Un maçon écossais est venu me voir l'autre jour; il touche actuellement des secours de la ville et, en juillet prochain, il aura été cinq ans au Canada. On l'a averti qu'on allait le rapatrier avant l'expiration des cinq années de séjour. Je voudrais que le ministre nous dise combien de gens se trouvent dans cette situation et le nombre de ceux que le ministère a l'intention de renvoyer dans la mère patrie.

L'hon. M. GORDON: Je pourrai donner ce renseignement quand nous en serons à la discussion de quelque autre crédit. On s'est fait en certains milieux une fausse idée, et l'on parle un peu à tort et à travers du nombre de gens que l'on renvoie dans leur pays d'origine. On a même dit qu'il y en a des dizaines de mille, mais les chiffres que nous allons déposer démontreront l'inexactitude de telles allégations. Je parle de mémoire, mais si l'on examine ces chiffres, que les fonctionnaires du ministère ont analysés à mon intention il n'y a pas longtemps, on verra que la proportion des immigrants renvoyés dans leur pays d'origine contre leur gré est relativement minime.

La Chambre ne doit pas oublier qu'antérieurement à 1930, à tort ou à raison, et je ne veux imputer de blâme à personne, on a fait venir au Canada des centaines de mille émigrants et, en dépit des assertions de l'honorable député de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth), je pense qu'un jour viendra où notre pays offrira encore assez d'attraits pour nous valoir la venue de centaines de mille émigrants de la Grande-Bretagne.

M. WOODSWORTH: Le ministre pense-t-il que ce moment est arrivé?

L'hon. M. GORDON: Pour ce qui est de l'honorable député, ce moment ne viendra jamais.

M. WOODSWORTH: Ce n'est pas là une réponse à ma question. Le ministre pense-t-il ce moment arrivé?

L'hon. M. GORDON: Non, c'est évident. Un grand nombre de ces gens n'ont même pas [M. Vallance.]

eu la chance de s'établir. Ils ne sont pas ici depuis assez longtemps. Ils nous sont arrivés avec un bien maigre capital et la plupart ont été rapatriés en Grande-Bretagne à leur propre demande. Un bon nombre n'ont pas voulu accepter de travail. D'autres étaient disposés à travailler, mais ils exigeaient des salaires et des conditions de travail impossibles pour le moment. Mais la proportion de ceux que l'on a rapatriés en Grande-Bretagne contre leur gré est très faible et je communiquerai les chiffres au comité avant l'adoption des crédits de l'Immigration.

M. VALLANCE: A la page 634 des *Débats* (édition non révisée), paraît un rapport à ce sujet, déposé à la demande de mon honorable ami de Provencher (M. Beaubien). Je ne le savais pas. Il indique que depuis quatre ans on a rapatrié 13,080 personnes dans les Iles-Britanniques.

M. GRAY: Pour revenir au plan Hornby, l'impression s'est répandue dans les journaux, à tort ou à raison, que le Gouvernement avait encouragé Hornby à s'adresser aux gouvernements provinciaux. Si le ministre veut bien nous renseigner sur ce point, je lui demanderais de nous dire exactement quels encouragements ou quels conseils il a donnés à Hornby quant celui-ci est venu le voir à la suite de la réunion de la chambre de commerce.

L'hon. M. GORDON: Monsieur le président, je pense avoir assez bien expliqué la situation. A deux reprises, l'automne dernier et il y a un mois environ, j'ai dit au général Hornby que je ne pouvais recevoir des propositions que du gouvernement du Royaume-Uni. A ni l'une ni l'autre de ces entrevues il n'avait réellement de plan à m'exposer. Je n'ai reçu aucune communication ou proposition à ce sujet du gouvernement anglais.

M. GRAY: A-t-on encouragé Hornby à s'adresser aux gouvernements provinciaux?

L'hon. M. GORDON: Oh non! Je ne l'ai conseillé d'aucune manière.

M. McINTOSH: Le ministre a-t-il reçu quelque communication des gouvernements provinciaux à ce sujet?

L'hon. M. GORDON: Je ne le pense pas.

L'hon. M. MANION (ministre des Chemins de fer et des Canaux): Je ferais peut-être bien d'ajouter un mot pour montrer que les autres ministres ont adopté une attitude identique à celle de mon honorable ami, le ministre de l'Intérieur. Dans le courant du dernier mois j'ai reçu, de la direction du National-Canadien, une lettre dont je n'ai pas fait mention au ministre de l'Immigration,